

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1988 Nr. 130

A. TITEL

*Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op het huwelijks-
vermogensregime;*

's-Gravenhage, 14 maart 1978

B. TEKST**Convention sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux**

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes concernant la loi applicable aux régimes matrimoniaux,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I**CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION****Article premier**

La présente Convention détermine la loi applicable aux régimes matrimoniaux.

Elle ne s'applique pas:

1. aux obligations alimentaires entre époux;
2. aux droits successoraux du conjoint survivant;
3. à la capacité des époux.

Article 2

La convention s'applique même si la nationalité ou la résidence habituelle des époux ou la loi applicable en vertu des articles ci-dessous ne sont pas celles d'un Etat contractant.

CHAPITRE II**LOI APPLICABLE****Article 3**

Le régime matrimonial est soumis à la loi interne désignée par les époux avant le mariage.

Les époux ne peuvent désigner que l'une des lois suivantes:

1. la loi d'un Etat dont l'un des époux a la nationalité au moment de cette désignation;
2. la loi de l'Etat sur le territoire duquel l'un des époux a sa résidence habituelle au moment de cette désignation;

Convention on the Law applicable to Matrimonial Property Regimes

The States signatory to this Convention,

Desiring to establish common provisions concerning the law applicable to matrimonial property regimes,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have agreed upon the following provisions –

CHAPTER I

SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

This Convention determines the law applicable to matrimonial property regimes.

The Convention does not apply to –

1. maintenance obligations between spouses;
2. succession rights of a surviving spouse;
3. the capacity of the spouses.

Article 2

The Convention applies even if the nationality or the habitual residence of the spouses or the law to be applied by virtue of the following Articles is not that of a Contracting State.

CHAPTER II

APPLICABLE LAW

Article 3

The matrimonial property regime is governed by the internal law designated by the spouses before marriage.

The spouses may designate only one of the following laws –

1. the law of any State of which either spouse is a national at the time of designation;
2. the law of the State in which either spouse has his habitual residence at the time of designation;

3. la loi du premier Etat sur le territoire duquel l'un des époux établira une nouvelle résidence habituelle après le mariage.

La loi ainsi désignée s'applique à l'ensemble de leurs biens.

Toutefois, que les époux aient ou non procédé à désignation prévue par les alinéas précédents, ils peuvent désigner, en ce qui concerne les immeubles ou certains d'entre eux, la loi du lieu où ces immeubles sont situés. Ils peuvent également prévoir que les immeubles qui seront acquis par la suite seront soumis à la loi du lieu de leur situation.

Article 4

Si les époux n'ont pas, avant le mariage, désigné la loi applicable à leur régime matrimonial, celui-ci est soumis à la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel ils établissent leur première résidence habituelle après le mariage.

Toutefois, dans les cas suivants, le régime matrimonial est soumis à la loi interne de l'Etat de la nationalité commune des époux :

1. lorsque la déclaration prévue par l'article 5 a été faite par cet Etat et que son effet n'est pas exclu par l'alinéa 2 de cet article ;

2. lorsque cet Etat n'est pas Partie à la Convention, que sa loi interne est applicable selon son droit international privé, et que les époux établissent leur première résidence habituelle après le mariage :

a. dans un Etat ayant fait la déclaration prévue par l'article 5, ou

b. dans un Etat qui n'est pas Partie à la Convention et dont le droit international privé prescrit également l'application de leur loi nationale ;

3. lorsque les époux n'établissent pas sur le territoire du même Etat leur première résidence habituelle après le mariage.

A défaut de résidence habituelle des époux sur le territoire du même Etat et à défaut de nationalité commune, leur régime matrimonial est soumis à la loi interne de l'Etat avec lequel, compte tenu de toutes les circonstances, il présente les liens les plus étroits.

Article 5

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, faire une déclaration entraînant l'application de sa loi interne, selon l'article 4, alinéa 2, chiffre 1.

3. the law of the first State where one of the spouses establishes a new habitual residence after marriage.

The law thus designated applies to the whole of their property.

Nonetheless, the spouses, whether or not they have designated a law under the previous paragraphs, may designate with respect to all or some of the immovables, the law of the place where these immovables are situated. They may also provide that any immovables which may subsequently be acquired shall be governed by the law of the place where such immovables are situated.

Article 4

If the spouses, before marriage, have not designated the applicable law, their matrimonial property regime is governed by the internal law of the State in which both spouses establish their first habitual residence after marriage.

Nonetheless, in the following cases, the matrimonial property regime is governed by the internal law of the State of the common nationality of the spouses –

1. where the declaration provided for in Article 5 has been made by that State and its application to the spouses is not excluded by the provisions of the second paragraph of that Article;

2. where that State is not a Party to the Convention and according to the rules of private international law of that State its internal law is applicable, and the spouses establish their first habitual residence after marriage –

a. in a State which has made the declaration provided for in Article 5, or

b. in a State which is not a Party to the Convention and whose rules of private international law also provide for the application of the law of their nationality;

3. where the spouses do not establish their first habitual residence after marriage in the same State.

If the spouses do not have their habitual residence in the same State, nor have a common nationality, their matrimonial property regime is governed by the internal law of the State with which, taking all circumstances into account, it is most closely connected.

Article 5

Any State may, not later than the moment of ratification, acceptance, approval or accession, make a declaration requiring the application of its internal law according to sub-paragraph 1 of the second paragraph of Article 4.

Cette déclaration n'aura pas d'effet pour des époux qui conservent tous deux leur résidence habituelle sur le territoire de l'Etat où, au moment du mariage, l'un et l'autre avaient leur résidence habituelle depuis cinq ans au moins, sauf si cet Etat est un Etat contractant ayant fait la déclaration prévue par l'alinéa premier du présent article, ou un Etat non Partie à la Convention et dont le droit international privé prescrit l'application de la loi nationale.

Article 6

Les époux peuvent, au cours du mariage, soumettre leur régime matrimonial à une loi interne autre que celle jusqu'alors applicable.

Les époux ne peuvent désigner que l'une des lois suivantes:

1. la loi d'un Etat dont l'un des époux a la nationalité au moment de cette désignation;
2. la loi de l'Etat sur le territoire duquel l'un des époux a sa résidence habituelle au moment de cette désignation.

La loi ainsi désignée s'applique à l'ensemble de leurs biens.

Toutefois, que les époux aient ou non procédé à la désignation prévue par les alinéas précédents ou par l'article 3, ils peuvent désigner, en ce qui concerne les immeubles ou certains d'entre eux, la loi du lieu où ces immeubles sont situés. Ils peuvent également prévoir que les immeubles qui seront acquis par la suite seront soumis à la loi du lieu de leur situation.

Article 7

La loi compétente en vertu des dispositions de la Convention demeure applicable aussi longtemps que les époux n'en ont désigné aucune autre et même s'ils changent de nationalité ou de résidence habituelle.

Toutefois, si les époux n'ont ni désigné la loi applicable, ni fait de contrat de mariage, la loi interne de l'Etat où ils ont tous deux leur résidence habituelle devient applicable, au lieu et place de celle à laquelle leur régime matrimonial était antérieurement soumis:

1. à partir du moment où ils y fixent leur résidence habituelle, si la nationalité de cet Etat est leur nationalité commune, ou dès qu'ils acquièrent cette nationalité, ou
2. lorsque, après le mariage, cette résidence habituelle a duré plus de dix ans, ou
3. à partir du moment où ils fixent leur résidence habituelle, si le régime matrimonial était soumis à la loi de l'Etat de la nationalité commune uniquement en vertu de l'article 4, alinéa 2, chiffre 3.

This declaration shall not apply to spouses who both retain their habitual residence in the State in which they have both had their habitual residence at the time of marriage for a period of not less than five years, unless that State is a Contracting State which has made the declaration provided for in the first paragraph of this Article, or is a State which is not a Party to the Convention and whose rules of private international law require the application of the national law.

Article 6

During marriage the spouses may subject their matrimonial property regime to an internal law other than that previously applicable.

The spouses may designate only one of the following laws –

1. the law of any State of which either spouse is a national at the time of designation;
2. the law of the State in which either spouse has his habitual residence at the time of designation.

The law thus designated applies to the whole of their property.

Nonetheless, the spouses, whether or not they have designated a law under the previous paragraphs or under Article 3, may designate with respect to all or some of the immovables, the law of the place where these immovables are situated. They may also provide that any immovables which may subsequently be acquired shall be governed by the law of the place where such immovables are situated.

Article 7

The law applicable under the Convention continues to apply so long as the spouses have not designated a different applicable law and notwithstanding any change of their nationality or habitual residence.

Nonetheless, if the spouses have neither designated the applicable law nor concluded a marriage contract, the internal law of the State in which they both have their habitual residence shall become applicable, in place of the law previously applicable –

1. when that habitual residence is established in that State, if the nationality of that State is their common nationality, or otherwise from the moment they become nationals of that State, or
2. when, after the marriage, that habitual residence has endured for a period of not less than ten years, or
3. when that habitual residence is established, in cases when the matrimonial property regime was subject to the law of the State of the common nationality solely by virtue of sub-paragraph 3 of the second paragraph of Article 4.

Article 8

Le changement de la loi applicable en vertu de l'article 7, alinéa 2, n'a d'effet que pour l'avenir, et les biens appartenant aux époux antérieurement à ce changement ne sont pas soumis à la loi désormais applicable.

Toutefois, les époux peuvent, à tout moment et dans les formes prévues à l'article 13, soumettre l'ensemble de leurs biens à la nouvelle loi, sans préjudice, en ce qui concerne les immeubles, des dispositions de l'article 3, alinéa 4, et de l'article 6, alinéa 4. L'exercice de cette faculté ne porte pas atteinte aux droits des tiers.

Article 9

Les effets du régime matrimonial sur un rapport juridique entre un époux et un tiers sont soumis à la loi applicable au régime matrimonial en vertu de la Convention.

Toutefois, le droit d'un Etat contractant peut prévoir que la loi applicable au régime matrimonial ne peut être opposée par un époux à un tiers lorsque l'un ou l'autre a sa résidence habituelle sur son territoire, à moins:

1. que des conditions de publicité ou d'enregistrement prévues par ce droit aient été remplies, ou
2. que le rapport juridique entre cet époux et le tiers ait pris naissance alors que le tiers connaissait ou devait connaître la loi applicable au régime matrimonial.

Le droit de l'Etat contractant où un immeuble est situé peut prévoir une règle analogue pour les rapports juridiques entre un époux et un tiers concernant cet immeuble.

Tout Etat contractant a la possibilité de spécifier au moyen d'une déclaration la portée des alinéas 2 et 3 du présent article.

Article 10

Les conditions relatives au consentement des époux quant à la loi déclarée applicable sont déterminées par cette loi.

Article 11

La désignation de la loi applicable doit faire l'objet d'une stipulation expresse ou résulter indubitablement des dispositions d'un contrat de mariage.

Article 8

A change of applicable law pursuant to the second paragraph of Article 7 shall have effect only for the future, and property belonging to the spouses before the change is not subject to the new applicable law.

Nonetheless, the spouses may at any time, employing the forms available under Article 13, subject the whole of their property to the new law, without prejudice, with respect to immovables, to the provisions of the fourth paragraph of Article 3 and the fourth paragraph of Article 6. The exercise of this option shall not adversely affect the rights of third parties.

Article 9

The effects of the matrimonial property regime on the legal relations between a spouse and a third party are governed by the law applicable to the matrimonial property regime in accordance with the Convention.

Nonetheless, the law of a Contracting State may provide that the law applicable to the matrimonial property regime may not be relied upon by a spouse against a third party where either that spouse or the third party has his habitual residence in its territory, unless –

1. any requirements of publicity or registration specified by that law have been complied with, or
2. the legal relations between that spouse and the third party arose at a time when the third party either knew or should have known of the law applicable to the matrimonial property regime.

The law of a Contracting State where an immovable is situated may provide an analogous rule for the legal relations between a spouse and a third party as regards that immovable.

A Contracting State may specify by declaration the scope of the second and third paragraphs of this Article.

Article 10

Any requirements relating to the consent of the spouses to the law designated as applicable shall be determined by that law.

Article 11

The designation of the applicable law shall be by express stipulation, or arise by necessary implication from the provisions of a marriage contract.

Article 12

Le contrat de mariage est valable quant à la forme si celle-ci répond soit à la loi interne applicable au régime matrimonial, soit à la loi interne en vigueur au lieu où le contrat a été passé. Il doit toujours faire l'objet d'un écrit daté et signé des deux époux.

Article 13

La désignation par stipulation expresse de la loi applicable doit revêtir la forme prescrite pour les contrats de mariage, soit par la loi interne désignée, soit par la loi interne du lieu où intervient cette désignation. Elle doit toujours faire l'objet d'un écrit daté et signé des deux époux.

Article 14

L'application de la loi déterminée par la Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15

Aux fins de la Convention, une nationalité n'est considérée comme nationalité commune des époux que dans les cas suivants :

1. les deux époux avaient cette nationalité avant le mariage :
 2. un époux a volontairement acquis la nationalité de l'autre au moment du mariage ou ultérieurement, soit par une déclaration prévue à cet effet, soit en ne déclinant pas cette acquisition alors qu'il savait que ce droit lui était ouvert ;
 3. les deux époux ont volontairement acquis cette nationalité après le mariage.
- Sauf dans les cas visés par l'article 7, alinéa 2, chiffre 1, les dispositions se référant à la nationalité commune ne sont pas applicables lorsque les époux ont plus d'une nationalité commune.

Article 12

The marriage contract is valid as to form if it complies either with the internal law applicable to the matrimonial property regime, or with the internal law of the place where it was made. In any event, the marriage contract shall be in writing, dated and signed by both spouses.

Article 13

The designation of the applicable law by express stipulation shall comply with the form prescribed for marriage contracts, either by the internal law designated by the spouses, or by the internal law of the place where it is made. In any event, the designation shall be in writing, dated and signed by both spouses.

Article 14

The application of the law determined by the Convention may be refused only if it is manifestly incompatible with public policy ('ordre public').

CHAPTER III

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 15

For the purposes of the Convention, a nationality shall be considered the common nationality of the spouses only in the following circumstances –

1. where both spouses had that nationality before marriage;
2. where one spouse voluntarily has acquired the nationality of the other at the time of marriage or later, either by a declaration to that effect or by not exercising a right known to him or her to decline the acquisition of the new nationality;
3. where both spouses voluntarily have acquired that nationality after marriage.

Except in the cases referred to in sub-paragraph 1 of the second paragraph of Article 7, the provisions referring to the common nationality of the spouses are not applicable where the spouses have more than one common nationality.

Article 16

Aux fins de la Convention, lorsqu'un Etat comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de régimes matrimoniaux, toute référence à la loi nationale d'un tel Etat est entendue comme visant le système déterminé par les règles en vigueur dans cet Etat.

A défaut de telles règles, on entend par Etat dont un époux a la nationalité, au sens des articles 3, alinéa 2, chiffre 1, et 6, alinéa 2, chiffre 1, l'unité territoriale où cet époux a eu en dernier lieu sa résidence habituelle; de même, pour l'application de l'article 4, alinéa 2, on entend par Etat de la nationalité commune des époux l'unité territoriale où l'un et l'autre a eu, en dernier lieu, une résidence habituelle.

Article 17

Aux fins de la Convention, lorsqu'un Etat comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de régimes matrimoniaux, toute référence à la résidence habituelle dans un tel Etat est interprétée comme visant la résidence habituelle dans une unité territoriale de cet Etat.

Article 18

Un Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de régimes matrimoniaux n'est pas tenu d'appliquer les règles de la Convention aux conflits entre les lois de ces unités, lorsque la loi d'aucun autre Etat n'est applicable en vertu de la Convention.

Article 19

Aux fins de la Convention, lorsqu'un Etat connaît, en matière de régimes matrimoniaux, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi d'un tel Etat est entendue comme visant le système de droit déterminé par les règles en vigueur dans cet Etat.

A défaut de telles règles, la loi interne de l'Etat de la nationalité commune des époux s'applique dans le cas prévu à l'article 4, alinéa premier, et la loi interne de l'Etat dans lequel ils avaient tous deux leur résidence habituelle reste applicable dans le cas prévu à

Article 16

For the purposes of the Convention, where a State has two or more territorial units in which different systems of law apply to matrimonial property regimes, any reference to the national law of such a State shall be construed as referring to the system determined by the rules in force in that State.

In the absence of such rules, a reference to the State of which a spouse is a national shall be construed, for the purposes of subparagraph 1 of the second paragraph of Article 3 and sub-paragraph 1 of the second paragraph of Article 6, as referring to the territorial unit where that spouse had his or her last habitual residence; and, for the purposes of the second paragraph of Article 4, a reference to the State of the common nationality of the spouses shall be construed as referring to the last territorial unit, if any, where each has had a habitual residence.

Article 17

For the purposes of the Convention, where a State has two or more territorial units in which different systems of law apply to matrimonial property regimes, any reference to habitual residence in that State shall be construed as referring to habitual residence in a territorial unit of that State.

Article 18

A Contracting State which has two or more territorial units in which different systems of law apply to matrimonial property regimes shall not be bound to apply the rules of the Convention to conflicts between the laws of such units where the law of no other State is applicable by virtue of the Convention.

Article 19

For the purposes of the Convention, where a State has two or more legal systems applicable to the matrimonial property regimes of different categories of persons, any reference to the law of such State shall be construed as referring to the system determined by the rules in force in that State.

In the absence of such rules, the internal law of the State of the common nationality of the spouses applies under the circumstances referred to in the first paragraph of Article 4, and the internal law of the State where each has had a habitual residence continues to apply

l'article 7, alinéa 2, chiffre 2. A défaut de nationalité commune des époux, l'article 4, alinéa 3, s'applique.

Article 20

La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels un Etat contractant est ou sera Partie et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

Article 21

La Convention ne s'applique, dans chaque Etat contractant, qu'aux époux qui se sont mariés ou qui désignent la loi applicable à leur régime matrimonial après son entrée en vigueur pour cet Etat.

Tout Etat contractant pourra, par déclaration, étendre l'application de la Convention à d'autres époux.

CHAPITRE IV

CLAUSES FINALES

Article 22

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Treizième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 23

Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 24

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment où la Convention entre en vigueur pour cet Etat.

under the circumstances referred to in sub-paragraph 2 of the second paragraph of Article 7. In the absence of a common nationality of the spouses, the third paragraph of Article 4 applies.

Article 20

The Convention shall not affect any other international instrument containing provisions on matters governed by this Convention to which a Contracting State is, or becomes, a Party.

Article 21

The Convention applies, in each Contracting State, only to spouses who have married or who designate the law applicable to their matrimonial property regime after the Convention enters into force for that State.

A Contracting State may by declaration extend the application of the Convention to other spouses.

CHAPTER IV

FINAL CLAUSES

Article 22

The Convention is open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Thirteenth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 23

Any other State may accede to the Convention.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 24

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect at the time the Convention enters into force for that State.

Cette déclaration, ainsi que toute extension ultérieure, seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 25

Un Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de régimes matrimoniaux pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment étendre cette déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Article 26

Un Etat contractant qui connaît, à la date de l'entrée en vigueur de la Convention pour cet Etat, un système complexe d'allégeance nationale peut spécifier à tout moment, par déclaration, comment une référence à sa loi nationale doit être entendue aux fins de la Convention.

Article 27

Aucune réserve à la Convention n'est admise.

Article 28

Tout Etat contractant qui désire faire l'une des déclarations prévues aux articles 5, 9, alinéa 4, 21 et 26 la notifiera au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Tout modification ou retrait d'une déclaration sera notifié de la même manière.

Article 29

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par les articles 22 et 23.

Par la suite, la Convention entrera en vigueur:

Such declaration, as well as any subsequent extension, shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 25

A Contracting State which has two or more territorial units in which different systems of law apply to matrimonial property regimes may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall apply to all its territorial units or only to one or more of them, and may extend its declaration at any time thereafter.

These declarations shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, and shall state expressly the territorial unit to which the Convention applies.

Article 26

A Contracting State having at the date of the entry into force of the Convention for that State a complex system of national allegiance may specify from time to time by declaration how a reference to its national law shall be construed for the purposes of the Convention.

Article 27

No reservation to the Convention shall be permitted.

Article 28

Any Contracting State desiring to make one of the declarations envisaged by Article 5, the fourth paragraph of Article 9, Article 21 or Article 26 shall notify such declaration to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Notice shall be given in the same manner of any modification or withdrawal of such a declaration.

Article 29

The Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Articles 22 and 23.

Thereafter the Convention shall enter into force

1. pour chaque Etat ratifiant, acceptant, approuvant ou adhérant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

2. pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 24, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans cet article.

Article 30

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 29, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée, ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires ou unités territoriales auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 31

Le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas notifiera aux Etats membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 23:

1. les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 22;

2. les adhésions visées à l'article 23;

3. la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 29;

4. les extensions visées à l'article 24;

5. les dénonciations visées à l'article 30;

6. les déclarations mentionnées aux articles 25, 26 et 28.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

1. for each State ratifying, accepting, approving or acceding to it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

2. for a territory to which the Convention has been extended in conformity with Article 24, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that Article.

Article 30

The Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 29, even for States which subsequently have ratified, accepted, approved it or acceded to it.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories or territorial units to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 31

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 23, of the following –

1. the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 22;

2. the accessions referred to in Article 23;

3. the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 29;

4. the extensions referred to in Article 24;

5. the denunciations referred to in Article 30;

6. the declarations referred to in Articles 25, 26 and 28.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

FAIT à La Haye, le 14 mars 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Treizième session.

Het Verdrag is ondertekend voor de volgende Staten:

Oostenrijk	14 maart 1978
Portugal	12 juli 1978
Frankrijk	26 september 1978
Luxemburg	14 oktober 1982
het Koninkrijk der Nederlanden	14 oktober 1988

DONE at The Hague, on the 14th day of March 1978, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Thirteenth Session.

C. VERTALING**Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op het huwelijksvermogensregime**

De Staten die dit Verdrag hebben ondertekend,

Geleid door de wens gemeenschappelijke bepalingen vast te stellen betreffende het recht dat van toepassing is op het huwelijksvermogensregime,

Hebben besloten hiertoe een Verdrag te sluiten en zijn overeengekomen als volgt:

HOOFDSTUK I**TOEPASSINGSGEBIED VAN HET VERDRAG****Artikel 1**

Dit Verdrag bepaalt het recht dat van toepassing is op het huwelijksvermogensregime.

Het is niet van toepassing:

1. op onderhoudsverplichtingen tussen echtgenoten;
2. op erfrechtelijke aanspraken van de langstlevende echtgenoot;
3. op de handelingsbekwaamheid van echtgenoten.

Artikel 2

Het Verdrag is van toepassing zelfs indien de nationaliteit of de gewone verblijfplaats van de echtgenoten niet die is van een Verdragsluitende Staat, dan wel indien het recht dat op grond van de navolgende artikelen van toepassing is, niet het recht is van een Verdragsluitende Staat.

HOOFDSTUK II**TOEPASSELIJK RECHT****Artikel 3**

Het huwelijksvermogensregime wordt beheerst door het interne recht dat de echtgenoten vóór het huwelijk hebben aangewezen.

De echtgenoten kunnen slechts een van de volgende rechtsstelsels aanwijzen:

1. het recht van een Staat waarvan een van de echtgenoten de nationaliteit bezit op het tijdstip van die aanwijzing;

2. het recht van de Staat op welks grondgebied een van de echtgenoten zijn gewone verblijfplaats heeft op het tijdstip van die aanwijzing;

3. het recht van de eerste Staat op welks grondgebied een van de echtgenoten na het huwelijk een nieuwe gewone verblijfplaats vestigt.

Het aldus aangewezen recht is van toepassing op hun gehele vermogen.

De echtgenoten kunnen echter, ongeacht of zij tot de in de voorgaande leden bedoelde aanwijzing zijn overgegaan, met betrekking tot het geheel of een gedeelte van de onroerende goederen het recht aanwijzen van de plaats waar die goederen zijn gelegen. Zij kunnen eveneens bepalen dat op onroerende goederen die later worden verkregen, het recht van de plaats waar die goederen zijn gelegen van toepassing zal zijn.

Artikel 4

Indien de echtgenoten vóór het huwelijk het toepasselijke recht niet hebben aangewezen, wordt hun huwelijksvermogensregime beheerst door het interne recht van de Staat op welks grondgebied zij hun eerste gewone verblijfplaats na het huwelijk vestigen.

Het huwelijksvermogensregime van de echtgenoten wordt echter beheerst door het interne recht van de Staat van hun gemeenschappelijke nationaliteit:

1. indien door die Staat de in artikel 5 bedoelde verklaring is afgelegd en de werking daarvan niet door het tweede lid van dat artikel is uitgesloten;

2. indien die Staat niet partij is bij het Verdrag, terwijl volgens zijn internationaal privaatrecht zijn interne recht van toepassing is en de echtgenoten hun eerste gewone verblijfplaats na het huwelijk vestigen:

a. in een Staat die de in artikel 5 bedoelde verklaring heeft afgelegd, of

b. in een Staat die geen partij is bij het Verdrag en waarvan het internationaal privaatrecht eveneens de toepassing van hun nationale recht voorschrijft;

3. indien de echtgenoten hun eerste gewone verblijfplaats na het huwelijk niet op het grondgebied van dezelfde Staat vestigen.

Bij gebreke van een gewone verblijfplaats van de echtgenoten op het grondgebied van dezelfde Staat en bij gebreke van een gemeenschappelijke nationaliteit, wordt hun huwelijksvermogensregime beheerst door het interne recht van de Staat waarmee het, alle omstandigheden in aanmerking genomen, het nauwst is verbonden.

Artikel 5

Elke Staat kan, uiterlijk op het tijdstip van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, een verklaring afleggen ten einde, overeenkomstig artikel 4, tweede lid, onder 1, zijn interne recht van toepassing te doen zijn.

Deze verklaring heeft geen gevolgen voor echtgenoten die beiden hun gewone verblijfplaats behouden op het grondgebied van de Staat waar zij beiden op het tijdstip van het huwelijk sedert ten minste vijf jaar hun gewone verblijfplaats hadden, tenzij die Staat een Verdrag-sluitende Staat is die de in het eerste lid van dit artikel bedoelde verklaring heeft afgelegd, of een Staat die geen partij is bij dit Verdrag en waarvan het internationaal privaatrecht de toepassing van het nationale recht voorschrijft.

Artikel 6

Tijdens het huwelijk kunnen de echtgenoten hun huwelijksvermogensregime onderwerpen aan een ander intern recht dan het recht dat tot dusver van toepassing was.

De echtgenoten kunnen slechts een van de volgende rechtsstelsels aanwijzen:

1. het recht van een Staat waarvan een van de echtgenoten de nationaliteit bezit op het tijdstip van die aanwijzing;

2. het recht van de Staat op welks grondgebied een van de echtgenoten zijn gewone verblijfplaats heeft op het tijdstip van die aanwijzing.

Het aldus aangewezen recht is van toepassing op hun gehele vermogen.

De echtgenoten kunnen echter, ongeacht of zij tot de in de voorgaande leden of in artikel 3 bedoelde aanwijzing zijn overgegaan, met betrekking tot het geheel of een gedeelte van de onroerende goederen het recht aanwijzen van de plaats waar die goederen zijn gelegen. Zij kunnen eveneens bepalen dat op onroerende goederen die later zullen worden verkregen, het recht van de plaats waar die goederen zijn gelegen, van toepassing zal zijn.

Artikel 7

Het recht dat op grond van de bepalingen van het Verdrag van toepassing is, blijft van toepassing zolang de echtgenoten geen ander toepasselijk recht hebben aangewezen, zelfs in geval van wijziging van hun nationaliteit of gewone verblijfplaats.

Indien de echtgenoten echter noch het toepasselijke recht hebben aangewezen, noch huwelijks voorwaarden hebben gemaakt, wordt

in plaats van het recht waaraan hun huwelijksvermogensregime tevoorren was onderworpen het interne recht van de Staat waar de echtgenoten beiden hun gewone verblijfplaats hebben, toepasselijk:

1. vanaf het tijdstip waarop zij daar hun gewone verblijfplaats vestigen, indien de nationaliteit van die Staat hun gemeenschappelijke nationaliteit is, dan wel vanaf het tijdstip waarop zij die nationaliteit verkrijgen, of

2. wanneer zij na het huwelijk gedurende meer dan tien jaar daar hun gewone verblijfplaats hebben gehad;

3. vanaf het tijdstip waarop zij daar hun gewone verblijfplaats vestigen, indien hun huwelijksvermogensregime, uitsluitend op grond van artikel 4, tweede lid, onder 3, was onderworpen aan het recht van de Staat van hun gemeenschappelijke nationaliteit.

Artikel 8

Een wijziging in het toepasselijke recht op grond van artikel 7, tweede lid, heeft slechts gevolg voor de toekomst, en het vermogen dat vóór die wijziging aan de echtgenoten toebehoorde, is niet onderworpen aan het voortaan toepasselijke recht.

De echtgenoten kunnen echter te allen tijde, met inachtneming van de vormvoorschriften van artikel 13, het geheel van hun vermogen aan het nieuwe recht onderwerpen, zulks onverminderd, wat de onroerende goederen betreft, de bepalingen van artikel 3, vierde lid, en artikel 6, vierde lid. De uitoefening van deze bevoegdheid laat rechten van derden onverlet.

Artikel 9

De gevolgen van het huwelijksvermogensregime ten aanzien van een rechtsbetrekking tussen een echtgenoot en een derde worden beheerst door het recht dat op grond van het Verdrag op het huwelijksvermogensregime van toepassing is.

Het recht van een Verdragsluitende Staat kan echter bepalen dat het recht dat van toepassing is op het huwelijksvermogensregime, niet door een echtgenoot aan een derde kan worden tegengeworpen wanneer die echtgenoot of de derde zijn gewone verblijfplaats op het grondgebied van de Staat heeft, tenzij:

1. is voldaan aan de door dat recht gestelde voorwaarden betreffende publikatie of inschrijving, of

2. de rechtsbetrekking tussen die echtgenoot en de derde is ontstaan op een tijdstip waarop de derde het op het huwelijksvermogensregime toepasselijke recht kende of behoorde te kennen.

Het recht van een Verdragsluitende Staat waar een onroerend goed is gelegen, kan een overeenkomstige regel bevatten inzake rechtsbetrekkingen tussen een echtgenoot en een derde ten aanzien van dat onroerende goed.

Elke Verdragsluitende Staat kan het toepassingsgebied van het tweede en derde lid van dit artikel door middel van een verklaring nader aangeven.

Artikel 10

De voorwaarden voor de wilsovereenstemming van de echtgenoten inzake het recht dat zij als toepasselijk aanwijzen, worden door dat recht bepaald.

Artikel 11

De aanwijzing van het toepasselijke recht moet uitdrukkelijk zijn overeengekomen of ondubbelzinnig voortvloeien uit huwelijkse voorwaarden.

Artikel 12

Huwelijkse voorwaarden zijn, wat de vorm betreft, geldig indien zij in overeenstemming zijn hetzij met het interne recht dat van toepassing is op het huwelijksvermogensregime, hetzij met het interne recht van de plaats waar zij werden aangegaan. Zij dienen in elk geval te worden neergelegd in een gedagtekend en door beide echtgenoten ondertekend schriftelijk stuk.

Artikel 13

Een uitdrukkelijk overeengekomen aanwijzing van het toepasselijke recht dient te geschieden in de vorm welke voor huwelijkse voorwaarden is voorgeschreven, hetzij door het aangewezen interne recht, hetzij door het interne recht van de plaats waar die aanwijzing geschiedt. De aanwijzing dient in elk geval te worden neergelegd in een gedagtekend en door beide echtgenoten ondertekend schriftelijk stuk.

Artikel 14

Toepassing van het door het Verdrag aangewezen recht kan slechts achterwege blijven indien zij kennelijk in strijd is met de openbare orde.

HOOFDSTUK III

DIVERSE BEPALINGEN

Artikel 15

Voor de toepassing van dit Verdrag wordt een nationaliteit slechts als gemeenschappelijke nationaliteit van de echtgenoten beschouwd:

1. wanneer de beide echtgenoten die nationaliteit vóór het sluiten van het huwelijk bezaten;

2. wanneer een echtgenoot op het tijdstip van het huwelijk, of later, vrijwillig de nationaliteit van de ander heeft verkregen, hetzij door een daartoe strekkende verklaring, hetzij door niet af te zien van deze verkrijging, terwijl hij wist het recht daartoe te hebben;

3. wanneer de beide echtgenoten die nationaliteit na het huwelijk vrijwillig hebben verkregen.

Behalve in de gevallen, bedoeld in artikel 7, tweede lid, onder 1, zijn de bepalingen betreffende de gemeenschappelijke nationaliteit niet van toepassing wanneer de echtgenoten meer dan één gemeenschappelijke nationaliteit bezitten.

Artikel 16

Wanneer een Staat twee of meer gebiedsdelen omvat waarin verschillende rechtsstelsels op het huwelijksvermogensregime toepasbaar zijn, wordt voor de toepassing van dit Verdrag iedere verwijzing naar het nationale recht van een dergelijke Staat opgevat als een verwijzing naar het stelsel dat door de in die Staat van kracht zijnde regels wordt aangewezen.

Bij gebreke van zodanige regels verstaat men onder de Staat waarvan een echtgenoot de nationaliteit bezit in de zin van artikel 3, tweede lid, onder 1, en artikel 6, tweede lid, onder 1, het gebiedsdeel waar die echtgenoot het laatst zijn gewone verblijfplaats had; evenzo verstaat men voor de toepassing van artikel 4, tweede lid, onder de Staat van de gemeenschappelijke nationaliteit van de echtgenoten het gebiedsdeel waar beiden het laatst een gewone verblijfplaats hadden.

Artikel 17

Wanneer een Staat twee of meer gebiedsdelen omvat waar in verschillende rechtsstelsels op het huwelijksvermogensregime toepasbaar zijn, wordt voor de toepassing van dit Verdrag iedere verwijzing naar de gewone verblijfplaats in een dergelijke Staat uitgelegd als een verwijzing naar de gewone verblijfplaats in een gebiedsdeel van die Staat.

Artikel 18

Een Verdragsluitende Staat die twee of meer gebiedsdelen omvat waarin verschillende rechtssystemen op het huwelijksvermogensregime toepasselijk zijn, is niet verplicht de regels van dit Verdrag toe te passen op wetsconflicten tussen die gebiedsdelen wanneer op grond van het Verdrag het recht van geen enkele andere Staat van toepassing is.

Artikel 19

Wanneer een Staat ter zake van het huwelijksvermogensregime twee of meer rechtssystemen kent, die toepasselijk zijn op twee of meer verschillende categorieën personen, wordt voor de toepassing van dit Verdrag iedere verwijzing naar het recht van een dergelijke Staat uitgelegd als een verwijzing naar het systeem dat door de in die Staat geldende regels wordt aangewezen.

Bij gebreke van zodanige regels is in het geval, bedoeld in artikel 4, eerste lid, het interne recht van de Staat van de gemeenschappelijke nationaliteit van de echtgenoten van toepassing, en blijft in het geval, bedoeld in artikel 7, tweede lid, onder 2, het interne recht van de Staat waar zij beiden hun gewone verblijfplaats hadden, van toepassing. Bij gebreke van een gemeenschappelijke nationaliteit van de echtgenoten is artikel 4, derde lid, van toepassing.

Artikel 20

Het Verdrag laat onverlet de toepassing van internationale instrumenten waarbij een Verdragsluitende Staat partij is of wordt, en welke bepalingen bevatten omtrent de bij dit Verdrag geregelde onderwerpen.

Artikel 21

Het Verdrag is in elke Verdragsluitende Staat slechts van toepassing op echtgenoten die na de inwerkingtreding van het Verdrag voor die Staat in het huwelijk zijn getreden dan wel het op hun huwelijksvermogensregime toepasselijke recht aanwijzen.

Elke Verdragsluitende Staat kan door middel van een verklaring de toepasselijkheid van het Verdrag uitbreiden tot andere echtgenoten.

HOOFDSTUK IV

SLOTBEPALINGEN

Artikel 22

Het Verdrag staat open voor ondertekening door de Staten die lid waren van de Haagse Conferentie voor internationaal Privaatrecht ten tijde van haar Dertiende Zitting.

Het dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd en de akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring dienen te worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel 23

Elke andere Staat kan tot het Verdrag toetreden.

De akte van toetreding dient te worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel 24

Elke Staat kan, op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, verklaren dat het Verdrag zich uitstrekt tot alle gebieden voor welke internationale betrekkingen hij verantwoordelijk is of tot een of meer van deze gebieden. Deze verklaring wordt van kracht op het tijdstip waarop het Verdrag voor die Staat in werking treedt.

Deze verklaring, evenals iedere latere uitbreiding, wordt ter kennis gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel 25

Een Verdragsluitende Staat die twee of meer gebiedsdelen omvat waarin verschillende rechtsstelsels op het huwelijksvermogensregime toepasselijk zijn, kan op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding verklaren dat het Verdrag van toepassing is op al deze gebiedsdelen of slechts op een of meer daarvan, en kan deze verklaring op ieder later tijdstip tot andere gebiedsdelen uitbreiden.

Deze verklaringen worden ter kennis gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden en geven uitdrukkelijk het gebiedsdeel aan waarop het Verdrag van toepassing is.

Artikel 26

Een Verdragsluitende Staat die op de datum van inwerkingtreding van het Verdrag voor die Staat een systeem kent van verschillende gradaties van onderdaanschap van de tot die Staat behorende personen, kan op elk tijdstip door middel van een verklaring aangeven hoe een verwijzing naar zijn nationale wet voor de toepassing van het Verdrag moet worden uitgelegd.

Artikel 27

Voorbehouden op het Verdrag zijn niet toegestaan.

Artikel 28

Elke Verdragsluitende Staat die een van de in de artikelen 5, 9, vierde lid, 21 en 26 bedoelde verklaringen wenst af te leggen, brengt deze ter kennis van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Iedere wijziging of intrekking van een verklaring wordt op dezelfde wijze ter kennis gebracht.

Artikel 29

Het Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de derde kalendermaand na de nederlegging van de derde akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, als bedoeld in de artikelen 22 en 23.

Vervolgens treedt het Verdrag in werking:

1. voor elke Staat die het daarna bekrachtigt, aanvaardt, goedkeurt of ertoe toetreedt, op de eerste dag van de derde kalendermaand na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding;
2. voor de gebieden waartoe het Verdrag zich overeenkomstig artikel 24 uitstrekt, op de eerste dag van de derde kalendermaand na de kennisgeving, in dat artikel bedoeld.

Artikel 30

Het Verdrag blijft van kracht gedurende vijf jaar vanaf de datum van zijn inwerkingtreding overeenkomstig artikel 29, eerste lid, ook voor de Staten die het daarna hebben bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd, of ertoe zijn toegetreden.

Behoudens opzegging wordt het Verdrag telkens voor een tijdvak van vijf jaar stilzwijgend verlengd.

De opzegging wordt, uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van het tijdvak van vijf jaar, ter kennis gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden. Zij kan worden beperkt tot bepaalde gebieden of gebiedsdelen waarop het Verdrag van toepassing is.

De opzegging geldt slechts ten aanzien van de Staat die haar heeft gedaan. Voor de andere Verdragsluitende Staten blijft het Verdrag van kracht.

Artikel 31

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden stelt de Lid-Staten van de Conferentie, alsmede de Staten die overeenkomstig de bepalingen van artikel 23 zijn toegetreden, in kennis van:

1. de ondertekeningen, bekrachtigingen, aanvaarding en goedkeuringen, bedoeld in artikel 22;
2. de toetredingen, bedoeld in artikel 23;
3. de datum waarop het Verdrag in werking treedt overeenkomstig de bepalingen van artikel 29;
4. de uitbreidingen, bedoeld in artikel 24;
5. de opzeggingen, bedoeld in artikel 30;
6. de verklaringen, vermeld in de artikelen 25, 26 en 28.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage, op 14 maart 1978, in de Franse en de Engelse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk gezaghebbend, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en waarvan langs diplomatieke weg een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift zal worden toegezonden aan elk der Staten die lid waren van de Haagse Conferentie voor internationaal privaatrecht ten tijde van haar Deritiende Zitting.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 20 van dit Tractatenblad)

D. PARLEMENT

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan het Verdrag kan worden gebonden.

E. BEKRACHTIGING

De volgende Staten hebben in overeenstemming met artikel 22, tweede lid, van het Verdrag een akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden nedergelegd:

Frankrijk	26 september 1979
Luxemburg	19 juni 1984

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 29, eerste lid, in werking treden op de eerste dag van de derde kalendermaand na de nederlegging van de derde akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

J. GEGEVENS

De tekst van het onderhavige Verdrag is opgesteld tijdens de van 4 tot 23 oktober 1976 te 's-Gravenhage gehouden Dertiende Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht.

Van het op 31 oktober 1951 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Statuut van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1953, 80; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1984, 141.

Uitgegeven de *twintigste* oktober 1988.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,

R. F. M. LUBBERS